Beweissicherung hat weder vor noch nach Ablauf der Frist einen Sinn. Entweder wird der Rechtsvorschlag mündlich erklärt, und dann bedarf es keiner nachfolgenden schriftlichen Bestätigung; oder aber es wird noch der Zukunft anheimgestellt, ob der Rechtsvorschlag schriftlich erklärt werde. Ein mündlich erklärter ist sofort zu protokollieren, und der Rekurrent hätte sich, wenn die telephonische Erklärung schon als Rechtsvorschlagserklärung gemeint war, bloss im Verlaufe des gleichen Gesprächs zu vergewissern brauchen, ob dies geschehe, womit die Situation klar gewesen wäre. Es liegt aber auf der Hand, dass der Rekurrent selbst nicht der Meinung war, er habe mit der telephonischen Erklärung vom 6. Dezember schon alles erforderliche getan. Glaubte er wirklich, den Rechtsvorschlag schon damit gültig erklärt zu haben, so hatte es (entgegen seiner Behauptung in der Beschwerde an die Vorinstanz) keinen Sinn, sich im gleichen Gespräch so eingehend darüber zu vergewissern, dass die Rechtsvorschlagsfrist nicht schon am 7., sondern erst am 9. Dezember ablaufe; denn eine gar nicht erforderliche bzw. nach seiner Meinung bloss zu Beweis Zwecken bestimmte schriftliche Bestätigung konnte nicht selbst auch an die Frist gebunden sein.

Dem Gesagten widerspricht es nicht, dass natürlich ein vorzeitiger Rechtsvorschlag unter dem Vorbehalt des Rückzugs vor Ablauf der Frist zuzulassen ist (BGE 51 III 35). Dabei handelt es sich aber um eine vorderhand bestimmte, sofort wirksame Bestreitung, deren sofortige Mitteilung an den Gläubiger der Schuldner nicht hindern kann und auch nicht hindern will, worauf es vorliegend dem Rekurrenten gerade ankam.

Demnach erkennt die Schuldbetr.- u. Konkurskammer:

Der Rekurs wird abgewiesen.

6. Arrêt du 10 février 1941 en la cause Fallet et Riedweg.

Insaisissabilité, gain de la femme, effets de l'annulation d'une saisie.
Le débiteur de mauvaise foi ne perd pas le bénéfice des règles sur l'insaisissabilité (changement de jurisprudence).

Il n'y a lieu de tenir compte du gain de la femme, dans le calcul de la part saisissable, que si ce gain est appréciable.

L'annulation de la saisie rétroagit au jour où elle a été opérée, même si la suspension n'a pas été ordonnée.

Unpfändbarkeit, Arbeitsverdienst der Ehefrau, Wirkungen der Aufhebung einer Pfändung.

Die vom Gesetz vorgesehene Unpfändbarkeit muss auch einem unredlichen Schuldner zugute kommen (Änderung der Rechtsprechung).

Ein ganz geringes Einkommen der Ehefrau aus selbständiger Arbeit ist bei Bemessung des pfändbaren Lohnes des Schuldners ausser Betracht zu lassen.

Die Aufhebung der Pfändung wirkt zurück auf den Tag des Vollzuges, auch wenn der Beschwerde nicht aufschiebende Wirkung erteilt wurde.

Impignorabilità, guadagno della moglie, effetti dell'annullazione di un pignoramento.

Il debitore in cattiva fede non perde il beneficio delle norme relative all'impignorabilità (cambiamento di giurisprudenza).

Nel determinare la quota pignorabile devesi tener conto del guadagno della moglie soltanto se esso è apprezzabile.

L'annullazione del pignoramento deve agire retroattivamente al giorno in cui esso fu eseguito, anche se ha sospensione non è stata ordinata.

A. — A la requête de Fallet, l'Office des poursuites de Neuchâtel a opéré, le 27 novembre 1940, une retenue de 40 fr. par mois sur le salaire de Riedweg, la saisie produisant effet dès le 1^{er} novembre. Le procès-verbal constate que le débiteur est marié et père de deux enfants en bas âge, qu'il gagne, comme courtier en publicité, 250 à 260 fr. par mois; l'acte relève en outre que l'épouse a une activité lucrative mais que celle-ci n'a pas été déclarée à l'office.

B. — Le débiteur a porté plainte contre cette saisie. Il a été débouté par l'autorité inférieure de surveillance. Celle-ci a pris en considération un gain mensuel de 290/300 fr., dont 30 fr. représentent le salaire de la femme comme sommelière-remplaçante à l'Hôtel du Soleil à Neuchâtel; ce gain permettrait une saisie de 40 fr. par mois.

Sur recours de Riedweg, l'Autorité cantonale a annulé la saisie de salaire, mais dès janvier 1941 seulement, attendu que la plainte n'avait pas eu d'effet suspensif. L'Autorité fixe à 320 fr. le minimum indispensable au débiteur et à sa famille ; elle retient, avec l'office, un gain de 250 à 260 fr. ; elle fait abstraction du salaire de la femme, l'occupation de celle-ci ayant pris fin dès le cours de novembre 1940 ; elle refuse de tenir compte, pour maintenir la saisie, du fait que le débiteur a dissimulé le gain de sa femme.

C. — Le créancier Fallet recourt contre cette décision en concluant à son annulation.

De son côté, le débiteur Riedweg recourt contre la décision dans la mesure où elle a maintenu la saisie pour les mois de novembre et de décembre 1940.

Considérant en droit :

1. — ...

L'attitude que le débiteur a pu avoir au cours de la poursuite est sans influence sur la fixation de la part saisissable. Le créancier fait, il est vrai, allusion ici à la circonstance que le débiteur a dissimulé le gain réalisé par sa femme, ce dont l'office s'est autorisé pour opérer une retenue qui empiète sur le minimum indispensable. Le Tribunal fédéral a en effet déclaré que seul le débiteur honnête peut se mettre au bénéfice des règles sur l'insaisissabilité. Toutefois, dans l'application de ce principe, la jurisprudence s'est bornée à refuser le privilège de l'art. 92 LP au débiteur qui a réussi par des manœuvres frauduleuses à soustraire à la saisie certains objets (RO 41 III 236). En l'espèce, l'office est allé beaucoup plus loin : pour avoir contesté que sa femme ait réalisé un gain durant le mois de novembre, le débiteur se voit privé pour une année d'une partie de son nécessaire. Cela est de toute façon inadmissible. Mais on ne saurait non plus, après un nouvel examen, maintenir le principe d'une semblable déchéance. La loi prévoit bien des sanc-

tions frappant le débiteur qui n'indique pas ses biens ; mais ce sont des sanctions pénales (art. 91/25 ch. 3 LP). D'autre part, si la loi se préoccupe de réserver au débiteur des moyens d'existence, ce n'est pas seulement — encore qu'essentiellement — dans son intérêt et pour des raisons d'humanité, c'est aussi dans l'intérêt général, pour éviter en particulier d'augmenter les charges de l'assistance (cf. RO 40 III 63 ; 57 III 37). De plus, lorsque la limitation de la saisie doit, comme à l'art. 93 LP, profiter également à la famille, il serait inique que celle-ci ait à pâtir de la mauvaise foi du débiteur. La sanction instituée par la jurisprudence apparaît d'autant moins indiquée qu'en dissimulant un objet qui serait insaisissable, le débiteur ne cause aucun préjudice au créancier. C'est bien le cas en l'espèce où, ajoutée au salaire du mari, les 30 fr. qu'aurait gagnés la femme en novembre ne portaient pas le gain du ménage à la limite de l'insaisissabilité.

A cet égard et sans préjudice de ce qui précède, il convient d'ailleurs de relever que, même si le minimum indispensable se fût trouvé dépassé et qu'il se fût agi d'un gain constant et périodique, les autorités de poursuite n'auraient pas dû en tenir compte dans le calcul de la part saisissable. Lorsque la femme tire d'une activité indépendante un revenu aussi modique, on ne peut pas considérer qu'elle soit tenue, en vertu des art. 246 et 192 al. 2 CC, de l'affecter au paiement des frais du ménage. Elle est en droit de conserver ces sommes par devers elle pour satisfaire à ses besoins personnels en sus de l'entretien que lui procure le mari.

2. — Le débiteur recourant reproche à juste titre à l'Autorité cantonale de n'avoir annulé qu'à partir de janvier 1941 la saisie opérée le 27 novembre 1940, sous prétexte que la plainte n'avait pas été dotée d'effet suspensif. Lorsque la suspension n'a pas été ordonnée, il s'ensuit uniquement que la mesure attaquée demeure en force durant la procédure de plainte, mais nullement qu'une fois annulée par l'autorité, elle continue nonobstant à déve-

lopper ses conséquences. Pour autant qu'elle n'a pas reçu exécution de telle sorte qu'il soit impossible d'y revenir, pour autant donc que l'annulation prononcée peut encore sortir ses effets, tout se passe comme si la mesure critiquée n'avait jamais été prise. Dès lors, il ne saurait être question, en l'espèce, d'encaisser pour novembre et décembre 1940 les montants précédemment saisis, que l'employeur a retenus durant la procédure de plainte ; l'office ne saurait même distribuer après coup le salaire qui aurait été versé (cf. RO 56 III 111).

Par ces motifs, le Tribunal fédéral

rejette le recours du créancier Fallet, admet le recours du débiteur Riedweg et réforme la décision attaquée en ce sens que la saisie de salaire pour les mois de novembre et de décembre 1940 est annulée.

7. Arrêt du 14 février 1941 dans la cause Chastellain.

La saisie d'une créance n'autorise pas le créancier poursuivant à demander la suspension de la poursuite que son débiteur entendrait exercer à son tour contre le tiers débiteur du chef de la créance saisie (art. 99 LP).

De quelque manière que le droit cantonal puisse régler les rapports du débiteur poursuivi envers son mandataire, les sommes que le tiers débiteur viendrait à verser à l'office ensuite de l'avis de saisie doivent être affectées en premier lieu au payement de la créance du créancier saisissant.

Die Pfändung einer Forderung hindert den betriebenen Schuldner nicht, seinerseits gegen den Drittschuldner Betreuung anzuheben (Art. 99 SchKG).

Was der Drittschuldner zufolge der Pfändungsanzeige beim Betreibungsamt einzahlt, ist in erster Linie zur Erledigung der Betreuung zu verwenden, ohne Rücksicht auf die Stellung eines Vertreters des betriebenen Schuldners nach kantonalem Recht.

Il pignoramento di un credito non impedisce all'esecusso di promuovere esecuzione contro il terzo debitore (art. 99 LEF).

Quanto il terzo debitore versa all'ufficio dev'essere impiegato anzitutto a pagare il credito del creditore procedente, senza riguardo alla posizione che il mandatario del debitore escusso ha in virtù del diritto cantonale.

A. — Au cours d'une poursuite intentée par Dame Chastellain contre Emile Desponds, l'office des poursuites de Lausanne a saisi une créance du débiteur poursuivi contre le mari de la créancière, Pierre Chastellain. Postérieurement à la saisie, Desponds a déposé une réquisition de poursuite contre Pierre Chastellain en vertu de la même créance. Informée de la chose, Dame Chastellain a demandé alors à l'office de ne pas donner suite à cette réquisition, en prétendant en premier lieu que la créance de Desponds ayant été saisie, ce dernier n'avait plus le droit d'en disposer et, secondement, que la procédure qui allait suivre occasionnerait des frais en garantie desquels le mandataire de Desponds ne manquerait probablement pas de revendiquer un droit de rétention sur les sommes qui pourraient être encaissées par l'office et cela à son préjudice. L'office passa outre et fit notifier un commandement de payer à Chastellain lequel fit alors opposition.

Dame Chastellain porta plainte auprès de l'autorité de surveillance en concluant principalement à l'annulation et subsidiairement à la suspension de la poursuite de Desponds.

La plainte fut rejetée successivement par l'autorité inférieure et par l'autorité supérieure de surveillance.

Dans sa décision du 10 janvier 1941, l'autorité supérieure a admis que Dame Chastellain avait qualité pour recourir contre la décision de l'office, ayant intérêt à prévenir un acte de disposition de son débiteur sur la créance saisie, mais que la saisie n'ayant pas pour effet de priver le débiteur de poursuivre le recouvrement de sa créance, le recours était en revanche mal fondé.

B. — Dame Chastellain a formé contre cette décision un recours à la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral en reprenant les conclusions de sa plainte.

Considérant en droit :

L'autorité supérieure de surveillance cantonale a admis que la recourante avait qualité pour se plaindre du refus